

BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>



Édition du 1 septembre 2014

Régime de retraite ou retraite au régime?

« **Contribuable** : Personne qui contribue aux charges publiques en payant des impôts. »
(Centre National de ressources textuelles et lexicales)

Les contribuables, les pauvres contribuables, ciel qu'ils et elles ont le dos large!

Avez-vous remarqué? À toutes les fois qu'un gouvernement veut baisser les impôts des riches ou des sociétés, il parle des contribuables qui n'en peuvent plus de payer, qui sont étouffés, à qui on ne peut plus en demander, et à qui il faut donner de l'air : un congé d'impôts afin qu'ils et elles retrouvent un peu d'argent dans leurs poches pour pouvoir dépenser selon leurs besoins, et faire rouler l'économie.

Et c'est encore mieux quand il y a opposition entre « contribuable » et « droits des autres ». Ainsi, les « contribuables » n'en peuvent plus de payer pour des droits qu'ils n'ont pas : des prestations d'assurance-emploi, de B.S., des régimes de retraite, des salaires de fonctionnaires et d'employé-e-s du secteur public, bref, les « contribuables » en veulent (ou devraient en vouloir) à tous ces gens qui vivent à leurs dépens.

Ils l'ont tellement répété pendant la commission: les pauvres contribuables n'en ont pas, eux, de régime de retraite comme ces gras durs de syndiqué-e-s.

J'aurais voulu entendre quelqu'un prendre la balle au rebond et dire : ok, monsieur le ministre, on est d'accord avec vous, on va s'occuper des pauvres contribuables et nous assurer ensemble qu'ils et elles aient un bon régime de retraite plutôt qu'une retraite au régime. Pour cela, nous devons améliorer le Régime de rentes du Québec, parce qu'il profite à tous les Québécois et Québécoises, et qu'en plus, les régimes de retraite des employé-e-s municipaux et du secteur public sont complémentaires et coordonnés avec le RRQ. Ça, ça veut dire que si la rente versée par la RRQ augmente, les autres rentes provenant des régimes complémentaires diminuent, donc la pression financière que les régimes subissent diminueraient d'autant. Ainsi, en aidant les citoyen-ne-s qui n'ont pas de régime complémentaire, on va aider tout le monde.

Pis lâchez-moi avec votre Régime volontaire d'épargne retraite (RVER) : ça n'a rien de comparable, d'autant plus que les employeurs n'ont pas à cotiser au RVER, contrairement à la RRQ où ils doivent évaluer la cotisation de leurs employé-e-s.

Chronique



En tout cas, le plus intéressant, c'est ce qu'a dit le Ministre Moreau en terminant la commission : ce fut un excellent exercice pédagogique, a-t-il résumé à peu près en ces termes. Eh oui, tout ça ne fut qu'un exercice pédagogique, ou, si vous préférez, un coup de pratique avant les prochaines commissions qui, elles, iront encore plus loin. Parce qu'il ne faut pas se leurrer : il y a un plan de match très clair du côté du gouvernement. Il est dans l'une des plus grandes opérations de relations publiques des dernières années visant à nous convaincre que nous n'avons pas assez de richesse pour nous permettre les programmes sociaux que nous avons, et qu'il faut opérer des changements drastiques à nos façons de faire, en diminuant les impôts, pour laisser plus d'argent dans les poches des gens (et, bien sûr, des sociétés), pour que les gens puissent s'offrir les services qu'ils veulent selon leur besoin en... les achetant au privé ou en payant désormais des tarifs nouveaux ou ajustés pour des services auparavant assumés sans tarifs par le secteur public.

La commission sur les régimes de retraites a servi à bien nous convaincre que les municipalités ne sont pas en bonne santé financière (ce qui est faux), que les « contribuables » ne peuvent payer plus à travers une hausse de taxes (mais qu'ils seraient prêts dorénavant à payer des tarifications pour leurs services), que les méchant-e-s syndiqué-e-s sont des privilégié-e-s avec leurs régimes de retraite mur à mur, des régimes qui en font des gras dur quand ils et elles prennent leur retraite dès 50 ans alors que les contribuables, eux, n'en ont pas de ces régimes et doivent travailler jusqu'à 65-67 ans avant de pouvoir profiter d'une mince retraite... En passant, n'oublions pas que des méchant-e-s syndiqué-e-s, il y en a un paquet dont les conventions collectives arrivent à échéance le 31 mars 2015... Je suis certain que des chroniqueurs et chroniqueuses, des journalistes et des politicien-ne-s ne se feront pas prier pour nous rappeler dans quelques mois l'épisode des régimes de retraites des « gras durs » du municipal, puisque les employé-e-s du secteur public ont aussi un régime de retraite : le RREGOP... Déficitaire?... Oui, de 2,6 G\$ mais les règles de remboursement sont déjà prévues. Cependant, il en existait aussi, des règles de remboursement, pour les régimes des employé-e-s municipaux. C'est justement ces règles que le gouvernement veut changer. Pis, voyez-vous, la part du gouvernement dans la caisse du RREGOP n'est pas « capitalisée », pourrait-on dire. À la lueur de tout ce qui se passe, est-ce que les syndiqué-e-s devraient s'en inquiéter?... Le gouvernement prépare-t-il un coup fumant pour la négociation qui vient?...

De toute façon, l'important, c'est que la population soit convaincue que le personnel du secteur public est gras dur et que, compte tenu de son « embonpoint économique », il ne peut même pas rêver à des augmentations salariales : les contribuables sont « t-à-boutte », y peuvent pu payer plus, et le gouvernement est dans le rouge, rouge tellement foncé que ça en est noir! ... Voyez-vous venir la chose?...

De toute façon, avant la négociation auront lieu la commission sur la fiscalité, pour arriver à modifier les revenus du gouvernement (baisse d'impôts, remplacement par des tarifications) et la commission permanente de révision des programmes, qui se fera un plaisir de chambarder nos droits en coupant ici et là, parce que les revenus du gouvernement auront diminué, et que l'on confiera plutôt au marché (privé et communautaire) de plus en plus de prestations de services autrefois assumées sans tarification à l'usage par l'État et le secteur public.

Et dans tout ça, quand sera-t-il question des profits des sociétés, de l'évasion fiscale, de l'évitement fiscal, des paradis fiscaux, de la juste part des entreprises, des régimes de retraite des patrons et PDG des sociétés?... C'est vrai qu'avec trois ministres économiques provenant des banques et un premier ministre qui a eu pendant de nombreuses années un compte dans un paradis fiscal (Jersey), on ne doit pas s'attendre à ce que ces questions soient réellement abordées!...

Toujours sur les régimes de retraite, à propos de l'intention du gouvernement de changer après coup les règles du jeu, en réouvrant les ententes négociées et signées de bonne foi par les parties patronale et syndicale dans le passé, il est dommage que les médias n'aient pas souligné plus que ça le fait que l'Institut économique de Montréal (IEDM) et le Conseil du patronat du Québec (CPQ) s'y sont opposés et ont même plutôt demandé le respect des contrats signés.

Des mauvaises langues pourraient dire qu'ils craignent peut-être que cela crée un dangereux précédent qui pourrait être invoqué dans d'autres causes à l'encontre de leurs membres ou sympathisant-e-s.

Comme des contrats en PPP, peut-être?...

J'allais oublier : j'espère que vos vacances ont été bonnes, parce que l'année 2014-2015 s'annonce mouvementée!...

Jacques Benoit
Coordonnateur

Conditions de vie et de santé :

UNE CHIRURGIE POUR LE DIABÈTE? UNE INTERVENTION POURRAIT ÉVITER MÉDICAMENTS ET INJECTIONS - Des personnes souffrant du diabète de type 2 peuvent, dans certains cas, abandonner médicaments et injections d'insuline à la suite d'une chirurgie que des médecins québécois espèrent pouvoir offrir ici bientôt. L'International Federation for the surgery of obesity and metabolic disorders tient son congrès annuel ces jours-ci à Montréal, et les échanges autour de cette procédure suscitent beaucoup d'intérêt chez les experts... <http://www.ledevoir.com/societe/sante/417029/une-chirurgie-pour-le-diabete>

RÉPARTIR LA RICHESSE POUR MIEUX MANGER - La ministre fédérale de la Santé, Rona Ambrose, et le conseiller municipal Marvin Rotrand affirmaient récemment que l'accès à une meilleure information nutritionnelle permettrait aux consommateurs de faire de meilleurs choix pour leur santé. Mais qu'en est-il ?... <http://www.ledevoir.com/societe/sante/416971/information-nutritionnelle-repartir-la-richesse-pour-mieux-manger>

LE COÛT DES ÉTUDES POSTSECONDAIRES DIVISE PARENTS ET ÉTUDIANTS; MAIS ILS S'ENTENDENT SUR UNE CHOSE : L'INSTRUCTION RISQUE DE DEVENIR UN LUXE QUE TOUT LE MONDE NE POURRA PAS S'OFFRIR - Parents et étudiants n'ont pas la même perception de la contribution réelle de chacun, et ces derniers ont plutôt tendance à sous-estimer le coût des études postsecondaires. Mais ils s'entendent pour craindre d'être toujours moins nombreux à pouvoir poursuivre de telles études en raison de la hausse croissante de la facture... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/416821/le-cout-des-etudes-postsecondaires-divise-parents-et-etudiants>

RENTRÉE scolaire : des dépenses trop onéreuses pour les familles au Québec - Les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF) membres d'Union des consommateurs demandent à ce qu'on trouve rapidement des solutions pour remettre les termes « gratuité » et « public » au coeur du système d'éducation partout au Québec ! Les conseillers et conseillères budgétaires des ACEF le constatent: la rentrée scolaire au primaire et au secondaire coûte cher. Il est de plus en plus loin le temps de la «gratuité des services éducatifs» jusqu'à l'université, tel que formulé dans la Loi sur l'instruction publique !... <http://uniondesconsommateurs.ca/2014/rentree-scolaire-des-depenses-trop-onereuses-pour-les-familles-au-quebec/>

DOUBLEMENT PÉNALISÉS - Où est passé le principe d'équité en éducation? Avec la rentrée scolaire, l'ampleur des coupes dans les services aux élèves se précise et, malheureusement, elles affectent davantage les milieux défavorisés. Les besoins y sont pourtant plus criants... <http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/pascale-breton/201408/27/01-4795130-doublement-penalises.php>

CIGARETTE ÉLECTRONIQUE : LE LIQUIDE À LA NICOTINE, UN POISON MORTEL - De nombreux cas d'empoisonnement au e-liquide, qui alimente les cigarettes électroniques, ont été enregistrés aux États-Unis, révèle le "New York Times"... http://www.lepoint.fr/sante/cigarette-electronique-le-liquide-a-la-nicotine-un-poison-mortel-28-03-2014-1806647_40.php

L'OMS MET EN GARDE CONTRE LES DANGERS DE LA CIGARETTE ÉLECTRONIQUE - L'Organisation mondiale de la santé alerte dans un document, publié le 26 août 2014, des dangers de la cigarette électronique sur le

développement du cerveau. Dans un document publié mardi 26 août 2014, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande d'interdire la vente de cigarettes électroniques aux mineurs, estimant que leur consommation pose de « graves menaces » pour les adolescents...

http://www.lemonde.fr/sante/article/2014/08/26/l-oms-met-en-garde-contre-les-dangers-de-la-cigarette-electronique_4476862_1651302.html

Santé publique :

DES MÉDECINS EN SANTÉ PUBLIQUE DÉNONCENT UNE « VENDETTA » - QUÉBEC CHERCHERAIT À DÉSORGANISER VOLONTAIREMENT LE RÉSEAU

- Des médecins en santé communautaire croient que Québec exerce une vendetta envers la santé publique, désorganisant volontairement un réseau coupable de s'exprimer un peu trop librement...

<http://www.ledevoir.com/societe/sante/416677/des-medecins-en-sante-publique-denoncent-une-vendetta>

DIMINUTION DES SURDOSES MORTELLES - La vague de surdoses mortelle qui a secoué Montréal en mai et juin semble en perte de vitesse. La Direction de la santé publique de Montréal a enregistré trois décès en juillet et deux en août, ce qui se rapproche de la moyenne. Ce qui porte le bilan à 83 surdoses et 25 décès depuis le 1er mai...

<http://www.ledevoir.com/societe/sante/417180/diminution-des-surdoses-mortelles>

EBOLA : L'ÉPIDÉMIE SE DÉVELOPPE PLUS VITE QUE LES MOYENS MIS EN OEUVRE POUR Y FAIRE FACE

- ONG et sociétés de la Croix-Rouge insistent vendredi sur la nécessité de se mobiliser davantage face à une épidémie de fièvre hémorragique Ebola "largement sous-évaluée" qui se propage trop vite pour que les moyens actuellement mis en oeuvre puissent y faire face...

<http://www.nordnet.fr/infos/sante/ebola-l-epidemie-se-developpe-plus-vite-que-les-moyens-mis-en-oeuvre-pour-y-faire-face/urn.newsml.afp.com.20140815.ed18a997.dc0f.424e.85c3.015adf577828>

SCIENCE: LES DANGEREUSES MUTATIONS D'EBOLA - L'OMS annonçait jeudi que l'épidémie d'Ebola pourrait s'avérer beaucoup plus dévastatrice que prévue, estimant que près de 20 000 personnes pourraient être infectées. À ce jour, l'épidémie a touché plus de 3070 personnes et provoqué plus de 1550 décès. Pendant ce temps, le virus multiplie les mutations pour améliorer sa transmission entre humains. Et il pourrait y parvenir...

<http://www.ledevoir.com/societe/science-et-technologie/417199/les-dangereuses-mutations-d-ebola>

L'OMS CRAINT 20 000 MORTS - Le bilan de l'épidémie d'Ebola continue de s'aggraver de « manière alarmante » en Afrique de l'Ouest, avec plus de 1500 morts, selon l'OMS, qui redoute que le nombre de cas grimpe jusqu'à 20 000...

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/417176/ebola-l-oms-craint-20-000-morts>

LES PAYS VICTIMES DE PLUS EN PLUS COUPÉS DU MONDE - Les trois pays d'Afrique de l'Ouest frappés de plein fouet par Ebola étaient mercredi de plus en plus isolés : les dernières compagnies aériennes encore présentes suspendent à leur tour leurs vols, compliquant la lutte contre l'épidémie selon l'ONU...

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/416975/les-pays-victimes-d-ebola-de-plus-en-plus-coupees-du-monde>

L'EBOLA ATTEINT LE SÉNÉGAL - L'épidémie d'Ebola, qui a fait plus de 1500 morts, continue son avancée inexorable en touchant un cinquième pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal, où un premier cas a été annoncé vendredi par la ministre de la Santé...

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/417220/ebola-atteint-le-senegal>

Environnement :

LE BIO AU CHAMP DE BATAILLE: ET POURQUOI PAS DES RÉGIONS EXEMPTES D'OGM? DEMANDENT LES PRODUCTEURS BIOLOGIQUES, QUI VOIENT LEURS CULTURES CONTAMINÉES

- À première vue, c'est David contre Goliath. Déjà fragilisé par sa petite taille, un important secteur de l'agriculture biologique québécoise fait face à la prolifération des organismes génétiquement modifiés dans les champs du Québec. Résistera-t-il à la contamination ?...

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/417262/agriculture-le-bio-au-champ-de-bataille>

CERTIFICATION: LA SOLUTION POURRAIT REPOSER SUR UNE CERTAINE TOLÉRANCE ENVERS LES OGM - La contamination croissante des cultures de maïs et de canola biologiques par des organismes génétiquement modifiés (OGM) place ses producteurs devant un important dilemme. Doivent-ils réclamer un assouplissement de la norme biologique pour permettre une faible présence d'OGM ou poursuivre malgré tout leur quête de pureté ?... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/417263/certification-la-solution-pourrait-reposer-sur-une-certaine-tolerance-envers-les-ogm>

URANIUM: ALERTE ROUGE, PRÉVIENT LA SANTÉ PUBLIQUE DE LA CÔTE-NORD - À quelques jours de la reprise des travaux du BAPE sur la filière uranifère, un nouveau rapport de la Direction de la santé publique de la Côte-Nord met en lumière de nombreuses inquiétudes et incertitudes quant aux impacts de l'exploitation du controversé minéral... <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/416849/uranium-alerte-rouge-previent-la-sante-publique-de-la-cote-nord>

INQUIÉTODES CONCERNANT L'URANIUM: CITOYENS ET MÉDECINS AVAIENT RAISON - Rendu public lundi, le rapport du groupe de travail sur l'uranium de la Direction de la santé publique de la Côte-Nord juge pertinentes les inquiétudes manifestées à Sept-Îles... http://www.lenordest.ca/2014/08/27/citoyens-et-medecins-avaient-raison?utm_source=addThis&utm_medium=addthis_button_facebook&utm_campaign=Citoyens+et+m%C3%A9decins+avaient+raison+%7C+Le+Nord-Est#.U_31b84Gb2g.facebook

600 PUIXS DE GAZ LAISSÉS SANS SURVEILLANCE AU QUÉBEC - Des citoyens et des écologistes pressent le gouvernement du Québec de prendre ses responsabilités face aux 600 puits de gaz abandonnés à travers la province, dont une majorité émettraient toujours d'inquiétantes quantités de méthane... <http://goo.gl/b4jM6P>

COMPRESSIONS: QUÉBEC AMPUTE L'EXPERTISE DU MINISTÈRE DE LA FAUNE - Le couperet tombe sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Le Devoir a appris que le gouvernement de Philippe Couillard vient d'y imposer d'importantes compressions de personnel, ce qui aura notamment des impacts significatifs sur l'expertise scientifique du Québec en matière de gestion de la faune... <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/417121/quebec-supprime-plusieurs-postes-au-ministere-de-la-faune>

PLUS DE 50 PERSONNES PERDRONT LEUR POSTE - Ce sont finalement 53 personnes qui perdent leur emploi en raison des compressions imposées par le gouvernement Couillard au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Un geste qui prive Québec d'une expertise scientifique en matière de gestion de la faune et qui pourrait favoriser une hausse du braconnage... <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/417275/compressions-a-la-faune-plus-de-50-personnes-perdront-leur-poste>

BAGNADE DANS LE FLEUVE : DES MILLIONS DE LITRES D'EAU D'ÉGOUT DÉVERSÉS - La qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent s'est grandement améliorée au cours des dernières décennies, si bien que l'administration municipale souhaite aménager des plages à Montréal. Mais 150 tuyaux déversent encore des eaux d'égout dans le fleuve et la rivière des Prairies lors des fortes pluies... <http://ici.radio-canada.ca/regions/Montreal/2014/08/25/003-baignade-plage-fleuve-saint-laurent-deversement-eaux-usees-egouts-montreal.shtml>

EUROPE: PÉCHER PAR EXCÈS DE PÊCHE NE PARDONNE PAS - LES ÉCOSYSTÈMES SOUFFRENT TOUJOURS EN DÉPIT DES EFFORTS CONSENTIS DEPUIS UNE DÉCENNIE - Une décennie d'efforts pour réduire la surpêche n'a toujours pas réussi à réparer des décennies d'exploitation tous azimuts : les écosystèmes marins européens restent « gravement perturbés », beaucoup de stocks ne parvenant pas à se reconstituer, indique une étude... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/416384/europe-pecher-par-exces-de-peche-ne-pardonne-pas>

LA SÉCHERESSE EN ESPAGNE MENACE DE FAIRE GRIMPER LE PRIX DE L'HUILE d'olive - Les amateurs d'huile d'olive doivent se préparer à payer plus cher leurs bouteilles, à l'heure où le manque de pluie dans le sud de l'Espagne et une

bactérie qui s'attaque aux oliviers italiens menacent la prochaine récolte.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/416659/la-secheresse-en-espagne-menace-de-faire-grimper-le-prix-de-l-huile-d-olive>

INDE: L'ENVIRONNEMENT SACRIFIÉ AU PROFIT DE LA CROISSANCE - LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE NARENDRA MODI AFFICHE SES PRIORITÉS - Au nom de la croissance et de la relance des investissements, le premier ministre indien, Narendra Modi — au pouvoir depuis fin mai —, a décidé d'assouplir les règles de protection de l'environnement afin de faciliter la construction d'infrastructures et l'implantation de sites industriels... **(à la fin du Bull'Info)**

FUKUSHIMA : VERS UNE CONTAMINATION PLANÉTAIRE?

L'émission "Pièces à conviction" de France 3 a mené l'enquête sur l'impact à l'échelle mondiale de la catastrophe nucléaire de Fukushima... <http://www.information.info/video-science-technologie-fukushima-vers-une-contamination-planetaire>

LA PRODUCTION DE VIANDE DRAINE ÉNORMÉMENT DE RESSOURCES, CONCLUT UN RAPPORT - L'humanité consomme de plus en plus de viande et cette production industrielle à grande échelle draine une part importante des ressources en eau et des terres cultivables disponibles. C'est ce qui se dégage d'un nouveau rapport du groupe américain Worldwatch Institute... <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/416938/la-production-de-viande-consomme-enormement-de-ressources-conclut-un-nouveau-rapport>

CHANGEMENTS CLIMATIQUES: L'OMS CRAINT 250 000 MORTS DE PLUS PAR AN - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) veut provoquer une prise de conscience dans le monde au sujet des maladies induites par les changements climatiques, afin de sauver des millions de vies par an... <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/417035/changements-climatiques-l-oms-craint-250-000-morts-de-plus-par-an>

QUAND LE CLIMAT DEVIENT UNE URGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE - « Les changements climatiques sont la plus grande menace à la santé du XXI^e siècle, lance Claudel Pétrin-Desrosiers, étudiante en médecine à l'Université de Montréal. Mais ils sont aussi une occasion d'améliorer la santé mondiale, en cessant d'investir dans le carbone et en choisissant des énergies vertes et renouvelables. »... <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/417285/quand-le-climat-devient-une-urgence-de-sante-publique>

SÉCHERESSE AUX USA : 18 ALARMANTES PHOTOS AVANT/APRÈS - Une sécheresse historique frappe l'ouest des États-Unis depuis plusieurs années. Ses effets catastrophiques sont d'ores et déjà visibles. La preuve avec ces images comparant la situation au fil du temps sur plusieurs sites de la région... <http://tempsreel.nouvelobs.com/galleries-photos/photo/20140827.OBS7277/grand-format-secheresse-aux-usa-18-alarmantes-photos-avant-apres.html?xtor=RSS-17>

Organisation des soins et services :

FRAIS DE CHAMBRE : BIEN INFORMER L'USAGER POUR UNE DÉCISION LIBRE ET ÉCLAIRÉE - La plainte: Une citoyenne se tourne vers le Protecteur du citoyen pour contester la facture de frais de chambre qu'elle a reçue après avoir séjourné à l'hôpital. Lors de son admission, une employée de l'accueil avait déjà préparé tous les documents qu'elle devait signer pour son hospitalisation. Selon l'usagère, aucune information ne lui a été donnée concernant le choix d'une chambre ou encore le tarif exigé pour celle-ci... <http://www.protecteurducitoyen.qc.ca/dossiers-et-documentation/resultats-denquetes/detail/article/frais-de-chambre-bien-informer-lusager-pour-une-decision-libre-et-eclairée>

AU CŒUR DE SA VIE - « Placez-le. » C'est ce qu'on a conseillé à Linda De Luca quand son fils Martin est né. Il souffrait de trisomie 21, de cardiopathie et d'insuffisance pulmonaire. Mais pour Linda, il n'était pas question de placer cet enfant ailleurs qu'au cœur de sa vie... http://plus.lapresse.ca/screens/743c45da-5ce9-40d8-ae15-35fe9be76a2e%7C_0.html

Services sociaux :

LES COMMISSIONS SCOLAIRES COUPERONT DES SERVICES AUX ÉLÈVES - Étranglées par les coupes du ministère de l'Éducation, les commissions scolaires sont réduites à couper les services aux élèves et à creuser leurs déficits. «Je suis sous le choc, lance Lorraine Normand-Charbonneau, présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE). Vous avez des parents qui envoient leurs enfants à l'école pour apprendre, ils ont besoin de services et on coupe.»... <http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/archives/2014/08/20140825-204627.html>

L'UQTR SUSPEND SON MICROPROGRAMME EN TRAVAIL DE RUE - Ouvert à l'hiver 2012, le microprogramme Travail de rue dispensé par l'UQTR est maintenant suspendu pendant un an... <http://goo.gl/vuNWPO>

PPP, privé :

QUÉBEC MET FIN À L'ENTENTE AVEC ROCKLAND MD - Gaétan Barrette a mis sa menace à exécution : Québec a fait parvenir une lettre à la clinique Rockland MD pour mettre officiellement fin à l'entente qui permettait le paiement par l'État d'interventions chirurgicales effectuées dans cet établissement privé, a appris La Presse... http://plus.lapresse.ca/screens/54394fd8-711b-4b13-8115-8cb34d581688%7C_0.html

LA FACE CACHÉE DE L'INDUSTRIE MÉDICALE JAPONAISE: TOSHIBA, FUJIFILM, PANASONIC, DES JOUEURS IMPORTANTS DU SYSTÈME DE SANTÉ - On connaît Fujifilm pour ses appareils photo, Sony pour ses Walkman, Panasonic pour ses télévisions et Japan Tobacco pour ses cigarettes, mais moins pour leurs activités médicales ou pharmaceutiques à l'importance croissante, qui consolident le cœur de métier de ces géants nippons... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/417014/la-face-cachee-de-l-industrie-medicale-japonaise>

Financement des services publics :

SALAIRE DES MÉDECINS: QUÉBEC RETIENT LES SOMMES - Le bras de fer se poursuit. Le gouvernement de Philippe Couillard retient la totalité de l'augmentation salariale qu'attendent encore les médecins québécois pour l'année en cours... <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/sante/201408/27/01-4795143-salaire-des-medecins-quebec-retient-les-sommes.php>

QUÉBEC ABANDONNE LA BATAILLE DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX EN SANTÉ - Le premier ministre Philippe Couillard accepte finalement la baisse du financement fédéral en santé, pourtant contestée par son prédécesseur Jean Charest. Dès 2017, Ottawa réduira de 2 % à 3 % l'augmentation de ses fonds versés en santé aux provinces, ce qui privera le Québec de 7 milliards en 7 ans. M. Couillard croit que le maintien à 6 % de la hausse des transferts serait peu réaliste... <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/08/22/004-transferts-federaux-sante-couillard-charest-bataille.shtml>

BAISSE DES TRANSFERTS EN SANTÉ: LA CSN DÉPLORE L'INACTION DU QUÉBEC - LA CSN DÉNONCE L'INERTIE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC QUI A ACCEPTÉ LA BAISSÉ... - La CSN dénonce l'inertie du gouvernement du Québec qui a accepté la baisse annoncée des transferts fédéraux en santé, soit une perte de plus de neuf milliards \$ sur dix ans pour les finances de la province... <http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201408/23/01-4793981-baisse-des-transferts-en-sante-la-csn-deploire-linaction-du-quebec.php>

SE TENIR DEBOUT - Il en aura fallu du temps aux premiers ministres provinciaux pour sortir de leur torpeur ! Cela fait presque deux ans que le gouvernement Harper a annoncé qu'il plafonnera à partir de 2017 le taux de croissance des transferts aux provinces en matière de santé. Les provinces ont protesté à l'époque, mais n'ont rien fait depuis pour se mobiliser ou alerter les citoyens. Jusqu'à cette semaine... <http://www.ledevoir.com/politique/canada/417248/se-tenir-debout>

DÉSÉQUILIBRE FISCAL: L'ENTÊTEMENT D'OTTAWA - Quiconque suit avec assiduité l'actualité politique canadienne sait que certains sujets font de façon récurrente les manchettes. Parmi ceux-là se trouvent les transferts fédéraux aux provinces pour le financement des programmes de santé et d'éducation qu'à nouveau Ottawa veut réduire. Dans l'espoir d'obtenir un redressement, les premiers ministres provinciaux relancent le

débat autour du déséquilibre fiscal. À nouveau, ils reçoivent un « niet » bien senti, sur le ton « papa a raison »...
<http://www.ledevoir.com/politique/canada/417238/desequilibre-fiscal-l-entetement-d-ottawa>

QUAND L'ÉGALITÉ FAIT DU BIEN - Chaque année, en juin, l'Institut Fraser tente d'enfumer l'opinion publique avec sa « journée de l'affranchissement fiscal » (tombée le 14 juin en 2014). L'idée est simpliste : l'Institut fait la somme des taxes et impôts que doit payer annuellement une famille moyenne et calcule le nombre de jours de travail que cela représente. Il considère cet effort comme le tribut que les contribuables doivent payer au gouvernement avant de pouvoir travailler pour eux. Le message est clair : ce que nous donnons à l'État est perdu pour nous...
<http://www.ledevoir.com/culture/livres/414298/quand-l-egalite-fait-du-bien>

SURPLUS D'ÉLECTRICITÉ: UNE FACTURE DE 7,9 MILLIARDS - DES SURPLUS QUI COÛTENT CHER - Une question m'obsède depuis quelques mois : combien d'argent les Québécois perdent-ils avec les énormes surplus d'électricité d'Hydro-Québec ? Combien dépensent-ils en pure perte pour acheter l'énergie des éoliennes à gros prix alors que de l'électricité bon marché est abondamment disponible ?... <http://plus.lapresse.ca/screens/b7b9628d-e0cc-4f99-b5c9-db7433121838%7C668qjUtfqc~T.html>

COMMENT JETER 500 MILLIONS À LA POUBELLE... - C'est à n'y rien comprendre. Le gouvernement Couillard vient de relancer les projets de minicentrales hydroélectriques, alors que le Québec a d'énormes surplus d'énergie pour plusieurs années, qui coûtent une fortune aux Québécois...
<http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/francis-vailles/201408/27/01-4794918-comment-jeter-500-millions-a-la-poubelle.php>

Fiscalité/partage de la richesse:

PARADIS FISCAL À LAVAL - La compagnie multinationale Valeant Pharmaceutical a abaissé son taux d'imposition à presque rien en déménageant son siège social à Laval et a fait du Québec un véritable paradis fiscal, selon des documents consultés par notre Bureau d'enquête. Au moment où le gouvernement Couillard incite les Québécois à se serrer la ceinture pour rééquilibrer les comptes publics et multiplie les hausses de tarifs, la multinationale Valeant profite d'un traitement fiscal très avantageux pour résider au Québec...
<http://m.journaldemontreal.com/2014/08/26/paradis-fiscal-a-laval>

QUÉBEC, LE PARADIS FISCAL: QUE « LA POINTE DE L'ICEBERG » SELON AMIR KHADIR - Le cas de la multinationale Valeant, qui a vu son taux d'imposition passer de 36 à 3 % en déménageant son siège social au Québec, tel qu'exposé dans les pages du Journal, ce matin, n'est que « la pointe de l'iceberg », selon le député de Québec solidaire, Amir Khadir... <http://www.journaldequebec.com/2014/08/27/que--la-pointe-de-liceberg--selon-amir-khadir>

ET SI ON PARLAIT DE LA JUSTE PART DES ENTREPRISES?...

https://upload.facebook.com/CoalitionSolidariteSante/photos/a.448073118559606.101881.158632850836969/819297691437145/?type=1&relevant_count=1

POURQUOI QUÉBEC INC. GARDE DES PROFITS À L'ÉTRANGER - Les multinationales des États-Unis accumulent les profits à l'étranger pour éviter le fisc américain. Au Québec aussi, les grandes entreprises conservent d'importants bénéfices à l'étranger. Mais elles ne le font généralement pas pour des raisons fiscales...
<http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201408/29/01-4795743-pourquoi-quebec-inc-garde-des-profits-a-letranger.php>

COMMENT LES RICHES CACHENT LEUR ARGENT ? - C'est la traduction du titre d'un article de CBC News publié le 1er Octobre 2013 : Tax havens explained: How the rich hide money. Cet article a été commenté plusieurs fois depuis sa parution, et il a créé des vocations de journaliste dans le domaine l'optimisation fiscale...
<http://www.paradisfiscaux20.com/comment-les-riches-cachent-leur-argent.htm>

LES MEILLEURS PARADIS FISCAUX EN 2014 - L'actualité 2013 était très riche concernant les Paradis Fiscaux : Depardieu avec la Belgique, Chypre avec ses banques et clients Russes, Jérôme Cahuzac avec la Suisse et Singapour, Offshore Leaks qui prétend avoir des grandes révélations à faire, puis François Hollande et l'OCDE prennent le relais et relancent les discussions sur la lutte contre les Paradis Fiscaux : est-ce que l'Autriche cédera sur le secret bancaire alors que le Luxembourg se dit prêt à lâcher d'ici 2015, de même que la Suisse (sous conditions), à quand des accords FATCA pour l'Europe ?... <http://www.paradisfiscaux20.com/>

LISTE DES BANQUES OFFSHORE - Nous empruntons cette liste au site Streber.st : un blog en Anglais de très grande qualité, dédié aux activités offshore. Streber nous apprend entre-autres qu'il est possible d'ouvrir un compte bancaire offshore à Taiwan ! Il liste ici les banques offshore les plus couramment discutées et les plus populaires. Sachant que certaines ne sont pas régulées par des banques centrales... <http://www.paradisfiscaux20.com/liste-banques-offshore.htm>

COMMENT OUVRIR UN COMPTE BANCAIRE OFFSHORE ? - Si je vous dis compte bancaire offshore vous pensez à quoi ? Secret bancaire ! Cela reste effectivement un point essentiel dans la sélection d'une banque offshore: est-ce que mes informations seront gardées confidentielles ? est-ce que je peux avoir confiance en mon banquier ? L'autre mot est sécurité : est-ce mes avoirs seront en sécurité dans cette banque et dans cette juridiction ?... <http://www.paradisfiscaux20.com/compte-bancaire-offshore.htm>

LES PRESTATAIRES DE CRÉATION DE SOCIÉTÉ OFFSHORE - CRÉEZ VOTRE SOCIÉTÉ OFFSHORE EN LIGNE - Il existe beaucoup de prestataires accessibles directement sur Internet. Nous avons fait une sélection en nous basant sur leur réputation, leur transparence sur les prix, leur compétitivité, la facilité de création de société offshore et la qualité de leur services. Cette liste n'est pas définitive, nous vous invitons à faire vos propres recherches pour trouver « votre » prestataire...

COMBIEN COÛTE UNE SOCIÉTÉ OFFSHORE ? - La création de société offshore est devenue Low-cost ! Ce qui coûte plus cher, c'est le conseil d'un avocat fiscaliste. Si vous savez quel montage vous souhaitez mettre en place, vous n'aurez que les coûts suivants :... <http://www.paradisfiscaux20.com/combien-coute-societe-offshore.htm>

POURQUOI LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL VEUT QUE LE SECTEUR FINANCIER RESTE IRRESPONSABLE? - La commission parlementaire sur le projet de loi 3 sur les régimes de retraites dans le secteur municipal est en cours. Le gouvernement veut diminuer les conditions de retraite des employés municipaux et annonce déjà vouloir appliquer les mêmes diminutions aux travailleurs des universités et des entreprises privées... <http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/points-de-vue/201408/24/01-4794219-pourquoi-le-gouvernement-liberal-veut-que-le-secteur-financier-reste-irresponsable.php>

LA TABLE EST MISE - La partie syndicale a raison de voir dans cette commission parlementaire sur le projet de loi 3 qui se termine le peu d'ouverture réelle à la négociation qu'entend manifester le gouvernement Couillard. Pour elle, l'hiver 2015 s'annonce pour être dur et long... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/417013/perspectives-la-table>

UN TRIO AVEC UNE BAISSÉ DE TAXES SVP! - Tout porte à croire que la chaîne américaine Burger King veut acheter la Canadienne Tim Hortons et installer son siège social en Ontario pour des raisons fiscales. Le taux moyen d'imposition des entreprises est de 40 % aux États-Unis. Il est aujourd'hui de 26,5 % en moyenne au Canada (15 % + l'impôt moyen des provinces). Et, comme plusieurs autres entreprises américaines depuis deux ans, Burger King semble vouloir utiliser la stratégie de l'inversion fiscale pour améliorer son sort... <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2014/08/25/un-trio-avec-une-baisse-de-taxes-svp/>

LA PASSE FISCALE DE TIM HORTONS - Que dirait Tim Horton du mariage annoncé entre la chaîne de cafés et beignes qui porte son nom avec l'américaine Burger King ? Que penserait l'ancien défenseur des Maple Leafs de Toronto, reconnu pour son style robuste, mais jamais vicieux, de cette transaction dont le but avoué est d'aider

le roi du burger à payer moins d'impôts ?... http://plus.lapresse.ca/screens/54417280-8077-4bef-b67f-fb746a2a32be%7C_0

TIM HORTONS, BURGER KING ET LES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES - Qu'est-ce qui pousse un gouvernement à gratter les fonds de tiroirs à un point tel qu'il songe à couper dans l'approvisionnement en livres des bibliothèques scolaires ? Pourquoi de telles mesures d'austérité ? Comment se fait-il que l'on n'arrive plus à financer nos services publics ? À l'heure où l'on nous annonce des compressions importantes dans les services publics et des augmentations de tarif, l'acquisition de Tim Hortons par la géante américaine Burger King mérite que l'on s'y attarde de plus près... <http://www.louisechabot.ca/tim-hortons-burger-king-et-les-bibliotheques-scolaires/>

LES TAUX D'IMPOSITION DES ENTREPRISES AU QUÉBEC - Dans ce billet, nous nous penchons sur les taux d'imposition des entreprises au Québec, ainsi que sur les marges de manœuvre existantes pour le gouvernement afin d'assurer une contribution juste et compétitive des entreprises sur le territoire... <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/les-taux-dimposition-des-entreprises-au-quebec>

CONSEIL DE LA FÉDÉRATION: PRIORITÉ AUX INFRASTRUCTURES - Les provinces ayant tenu pour acquis que le gouvernement Harper ne reviendrait pas sur sa décision de plafonner le transfert en santé, c'est le financement des infrastructures qui figurera en bonne place sur l'ordre du jour de la rencontre des premiers ministres provinciaux qui se tiendra à partir de mercredi, à Charlottetown... (à la fin du Bull'Info)

LES PM DÉNONCENT LE RETOUR DU DÉSÉQUILIBRE FISCAL - Le gouvernement fédéral doit aller à la rescousse des provinces, à défaut de quoi elles seront aspirées dans la « folle spirale » de l'endettement, tranche un rapport du Conference Board du Canada. Preuve à l'appui, les premiers ministres provinciaux ont tour à tour dénoncé jeudi le retour en force du déséquilibre fiscal...

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/417195/conseil-de-la-federation-les-pm-dennoncent-le-retour-du-desequilibre-fiscal>

AU QUÉBEC, EST-CE QUE L'ENRICHISSEMENT PROFITE VRAIMENT À TOUT LE MONDE? - L'évolution des écarts de revenu est le plus souvent analysée en référence à la tendance à réduire la capacité de redistribution du régime fiscal. Toutefois, ce n'est pas a posteriori que ces inégalités se creusent, mais bien au moment même du partage de la valeur ajoutée à l'occasion de la production dans les différents milieux de travail. Afin de bien saisir ce phénomène, il faut alors s'intéresser à l'évolution des rapports de force se retrouvant au cœur du marché du travail tout en analysant les mutations dans les structures de l'économie mondiale. Dans cette étude, nous démontrerons que la hausse des inégalités de revenus est en grande partie liée au partage inégal des gains de productivité des trente dernières années, à l'accroissement des inégalités salariales ainsi qu'au déclin du mouvement syndical. .. <http://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2014/08/Reprise-Enrichissement-WEB.pdf>

Austérité :

AUSTÉRITÉ LE GRAND MENSONGE NÉOLIBÉRAL... <https://www.youtube.com/watch?v=Ukd--cPR3BY>

AUGMENTATION DES INÉGALITÉS ET DE LA PRÉCARITÉ: LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ ATTAQUENT TOUTE LA POPULATION - Lors d'une conférence de presse tenue ce matin, quatre représentants d'organisations présentes au Forum social des peuples ont mené une charge commune contre les politiques d'austérité. « Les compressions budgétaires imposées par le gouvernement de Stephen Harper aux groupes de défense de droits ont fragilisé la capacité des groupes de femmes à s'organiser au plan pancanadien alors que plus que jamais, nous avons besoin d'unifier nos voix contre l'austérité. Les politiques conservatrices créent davantage d'inégalités et d'injustices entre les femmes et les hommes, entre les femmes et entre les peuples », de souligner Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec... http://www.csn.qc.ca/web/csn/communiquer/-/ap/comm22-08-14d?p_p_state=maximized#.U_tNSf15N8F

DES PRIMES POUR TOUS LES DÉPUTÉS LIBÉRAUX - Aucun des députés du parti gouvernemental ne touche que le salaire de base d'un élu à l'Assemblée nationale. Tous les libéraux de l'aile parlementaire ont droit à une rémunération additionnelle de fonction... <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201408/24/01-4794251-des-prim-pour-tous-les-deputes-liberaux.php>

COUPES DANS LES SERVICES: LE PIRE EST À VENIR SELON CARLOS LEITAO - Les Québécois qui se plaignent des coupes dans les services publics doivent s'attendre à des sacrifices plus douloureux l'an prochain, prévient le ministre des Finances Carlos Leitao... <http://www.journaldemontreal.com/2014/08/26/le-pire-est-a-venir>

DES SERVICES PUBLICS POURRAIENT DISPARAÎTRE, RECONNAÎT LEITAO - Le retour à l'équilibre budgétaire sera difficile et des services publics risquent de passer à la trappe, a admis mardi le ministre des Finances, Carlos Leitao... <http://goo.gl/AkPJW8>

LE MINISTRE LEITAO AVOUE QU'IL N'ÉPARGNERA PAS LES SERVICES PUBLICS - « Monsieur Leitao a promis aux Québécoises et aux Québécois une consultation sur la fiscalité et sur la révision des programmes. Pourquoi gaspiller 6,3 millions de dollars dans ces commissions si la décision de sabrer dans les services publics est déjà prise par le gouvernement ? Le ministre des Finances ignore-t-il que les services à la population sont déjà touchés par ses coupures ? » Questionne madame Louise Chabot, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics... <http://www.newswire.ca/fr/story/1402964/le-ministre-leitao-avoue-qu-il-n-epargnera-pas-les-services-publics>

Crise financière mondiale :

SUBPRIMES: UNE AMENDE RECORD DE 17 MILLIARDS \$US SERAIT IMPOSÉE À BANK OF AMERICA - Bank of America et les autorités américaines devraient annoncer jeudi avoir trouvé un accord record à 17 milliards de dollars pour mettre fin à des poursuites liées aux subprimes, les crédits à risque à l'origine de la crise financière, affirmait mercredi le Wall Street Journal... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/416388/subprimes-une-amende-record-de-17-milliards-us-serait-imposee-a-bank-of-america>

LA GRANDE DÉPRESSION (BIS) - Cela fait déjà cinq ans que la reprise économique est censée avoir commencé dans les pays développés et l'on attend encore que cela paraisse. Comme la dernière fois qu'une telle crise s'est produite, serré les dents en attendant un retour à la normale ne sera pas suffisant... <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/417258/perspectives-la-grande-depression-bis>

Démocratie :

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE EST UNE FUMISTERIE - Petit montage destiné à être projeté dans les lieux publics afin de sensibiliser la population au concept de vraie démocratie. Intervenants: Jacques BREL, Etienne CHOULARD, Francis DUPUIS-DERI, Michel HOUELLEBECQ, Henri GUILLEMIN, Paul JORION, Cornelius CASTORIADIS... <https://www.youtube.com/watch?v=gndEexzG5pk#t=231>

VOTE OBLIGATOIRE: LES LIBÉRAUX SONDENT LEURS TROUPES - Au moment où les taux de participation aux élections sont de plus en plus bas, des députés libéraux étudient l'idée de rendre le vote obligatoire aux élections fédérales... <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/417239/le-parti-liberal-du-canada-explore-actuellement-l-idee-du-vote-obligatoire>

LA DROITE RELIGIEUSE AU CANADA - Le Canada est sans doute perçu comme l'un des pays les plus laïcs au monde, mais à quel point l'est-il vraiment? Un documentaire qui s'interroge sur la place occupée par la religion au sein du gouvernement actuel conservateur... <http://ici.tou.tv/zone-doc/S2014E23?autoplay=true>

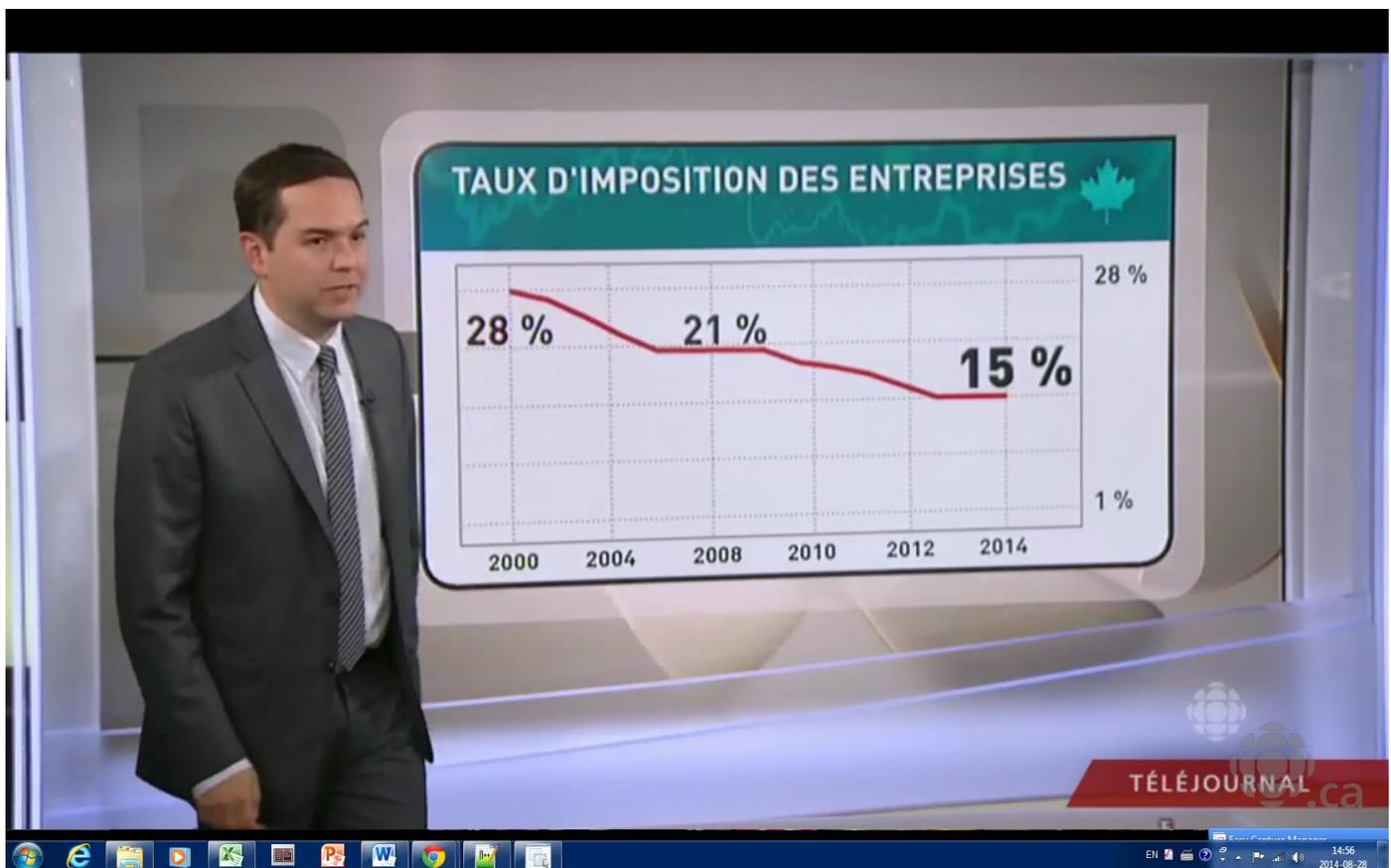
Libre échange :

FUITE DU TEXTE DE L'ACCORD COMMERCIAL CETA, CONFIRMATION DU DANGER POUR NOS LIBERTÉS - Le 14 août 2014, le site de l'émission allemande Tagesschau a publié l'accord commercial entre l'Union européenne et le

Canada[de] nommé CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement, en français Accord économique et commercial global)¹. Ce texte, qui est discuté depuis de nombreuses années, a été finalisé ces derniers mois sans que son contenu ne soit connu. Alors qu'il doit être signé par les 28 États Membres de l'Union européenne et par le Canada prochainement, cette fuite permet de connaître plus précisément le contenu de l'accord... <http://www.april.org/fuite-du-texte-de-laccord-commercial-ceta-confirmation-du-danger-pour-nos-libertes>

Aussi :

- **GUIDE DE RÉFÉRENCE SANTÉ : BULLETIN DU 29 AOÛT 2014**
- **ARTICLES DE L'IRIS [POUR LA SEMAINE SE TERMINANT LE 29/08/2014](#)**



TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF DES GRANDES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

Ce tableau indique les taux d'imposition effectifs des entreprises québécoises ayant une valeur boursière de plus de 1 milliard pour les deux derniers exercices financiers ainsi que le principal élément expliquant l'écart avec le taux réglementaire de 27 % au Canada pour le dernier exercice. Plusieurs autres éléments ont toutefois un impact sur le taux d'imposition effectif d'une société. Ce taux couvre les impôts payés dans tous les pays. Souvent, il comprend aussi des impôts qui n'ont pas encore été versés aux autorités fiscales en raison de reports permis par la loi. Les entreprises ayant subi des pertes en 2012 ou en 2013 sont exclues, tout comme celles régies par les autorités fiscales américaines ainsi que les fonds immobiliers.

Entreprise	Taux d'imposition effectif en 2013	Taux d'imposition effectif en 2012	Principal élément expliquant l'écart avec le taux réglementaire de 27 % (2013)
Canadien National	27,2 %	26,7 %	Rajustements d'impôts reportés
BCE	25,7 %	20,9 %	Règlement de positions fiscales incertaines
Financière Power	18,4 %	16 %	Produits de placement non imposables
Alimentation Couche-Tard	14,2 %	11,4 %	Filiales étrangères
Banque Nationale	14,4 %	16,6 %	Exonération pour valeurs mobilières
Power Corporation	19,4 %	16,8 %	Produits de placement non imposables
Saputo	29,7 %	27,8 %	Filiales étrangères
CGI	27,4 %	50 %	Divers éléments
SNC-Lavalin	53,4 %	18 %	Filiales étrangères
Gildan	3,2 %	-3 %	Filiales étrangères
Bombardier	25,8 %	12,3 %	« Différences permanentes »
Dollarama	27,1 %	27,9 %	Charges non déductibles
Metro	22,2 %	26,3 %	Gain sur vente d'actions (Couche-Tard)
Industrielle Alliance	21 %	24,4 %	Produits de placement exonérés
Jean Coutu	15,4 %	12,4 %	Utilisation d'attributs fiscaux (Rite Aid)
CAE	13,6 %	16,7 %	Ajustements d'impôts d'exercices antérieurs
TransForce	13,2 %	26,2 %	Pertes aux États-Unis
WSP	24,1 %	18,8 %	Filiales étrangères
Cogeco Câble	25,4 %	31,7 %	Filiales étrangères
Stella-Jones	27,6 %	27,9 %	Filiales étrangères
Banque Laurentienne	21,1 %	23,2 %	Placement à la Barbade
Dorel	8 %	16,3 %	Filiales étrangères
BRP	49 %	21,4 %	Gain de change

Note : les pourcentages négatifs signifient un remboursement d'impôt. Source : états financiers annuels.

PROFITS (BÉNÉFICES NON RÉPARTIS) CONSERVÉS À L'ÉTRANGER PAR LES GRANDES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES (EN MILLIONS \$)

Entreprise	En 2013	En 2011	Pays des filiales
Alimentation Couche-Tard *	1016	198	États-Unis, Norvège
CGI	934	638	12 pays dont États-Unis, France, Royaume-Uni et Inde
Molson Coors* **	886	920	10 pays dont Royaume-Uni, Luxembourg, Pays-Bas et Serbie
SNC-Lavalin	671	885	23 pays dont États-Unis, France, Algérie et Inde
CAE	566	328	30 pays dont États-Unis, Royaume-Uni, Luxembourg, Irlande et Chine
Banque Nationale	463	448	États-Unis, Malte, Barbade, Hong Kong, Irlande
Dorel *	409	372	Six pays dont Barbade, Luxembourg et Brésil
Bombardier *	364	225	Huit pays dont États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne et Luxembourg
Semafo *	311	240	Burkina Faso
Velan *	293	251	10 pays dont États-Unis, Corée, France, Royaume-Uni et Inde
Banque Laurentienne	107	77	Barbade
Gaz Métro*	215	148	États-Unis
Gildan *	151	123	États-Unis, Barbade, Honduras, Royaume-Uni
Stella-Jones	133	52	États-Unis, Luxembourg
WSP Global	46	4,4	Royaume-Uni, États-Unis, Suède
GLV	23	25	Huit pays dont États-Unis, Autriche et Luxembourg
Lassonde	19	631 000 \$	États-Unis, Luxembourg
Aimia	14	11	Neuf pays dont États-Unis, Royaume-Uni et Italie
Transat	3,6	1,7	Huit pays dont France, Royaume-Uni, Mexique et Barbade
Mouvement Desjardins	3,4	3,9	États-Unis

* millions dollars US ** Bénéfices détenus à l'extérieur des États-Unis Sources: états financiers annuels, informations fournies par les entreprises

Profits des banques canadiennes au troisième trimestre 2014

	<i>(en millions de \$)</i>			
	2014	2013	Augmentation	Cumulatif (3 trimestres)
Banque Royale du Canada (RBC)	2 380 \$	2 304 \$	3%	6 670 \$
TD	2 107 \$	1 528 \$	38%	6 127 \$
Scotia	2 351 \$	1 768 \$	33%	5 860 \$
Banque de Montréal (BMO)	1 126 \$	1 137 \$	-1%	3 266 \$
CIBC	921 \$	890 \$	3%	2 407 \$
Banque Nationale	427 \$	419 \$	2%	1 194 \$
Total	9 312 \$	8 046 \$	16%	25 524 \$

CONSEIL DE LA FÉDÉRATION: Priorité aux infrastructures

Le Devoir, 26 août 2014 | Jean-Robert Sansfaçon

Les provinces ayant tenu pour acquis que le gouvernement Harper ne reviendrait pas sur sa décision de plafonner le transfert en santé, c'est le financement des infrastructures qui figurera en bonne place sur l'ordre du jour de la rencontre des premiers ministres provinciaux qui se tiendra à partir de mercredi, à Charlottetown.

En entrevue au Devoir, vendredi, la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, s'est plainte du manque de collaboration du premier ministre Harper avec ses homologues provinciaux. La veille, à Québec, Mme Wynne et le premier ministre Philippe Couillard avaient invité le gouvernement fédéral à revoir à la hausse sa participation au renouvellement des infrastructures.

Au cours des dix prochaines années, le fédéral promet d'injecter 70 milliards de dollars à ce chapitre. Le chiffre paraît élevé, et les ministres conservateurs ne manquent jamais une occasion de le souligner.

Or, comme les deux premiers ministres provinciaux l'ont rappelé, ces 70 milliards de contribution fédérale sont insuffisants au regard des besoins et de la mise de fonds des provinces. À elles seules, le Québec et l'Ontario injecteront au moins 220 milliards au cours de ces dix années pour rénover leurs infrastructures. Et si l'âge moyen des infrastructures au Québec est passé de 17,3 ans à 14,6 ans, comme le rapporte Statistique Canada, c'est d'abord au gouvernement du Québec qu'on le doit !

Ces 70 milliards fédéraux incluent non seulement l'argent qui va directement aux provinces, après des ententes spécifiques qui doivent être renouvelées constamment, mais aussi les 32 milliards du Fonds de la taxe sur l'essence et du remboursement de la TPS qui vont aux municipalités.

Il est vrai que les routes, les ponts, les hôpitaux et les écoles sont de responsabilité provinciale et municipale. Ce sont d'ailleurs les provinces et les villes qui doivent concevoir les projets et les réaliser, une tâche gigantesque qui ne va pas sans problèmes, comme on l'a vu à la commission Charbonneau. Mais à cause du déséquilibre fiscal qui persiste, c'est Ottawa qui possède la marge de manoeuvre suffisante pour accélérer le processus de renouvellement des infrastructures essentielles au développement économique.

Quand on demande aux ministres fédéraux de bonifier la contribution fédérale, ceux-ci répondent inlassablement qu'il n'est pas question de reporter la cible du retour à l'équilibre budgétaire prévu pour 2015.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que ce ne sera pas non plus possible après 2015 puisque les cadeaux fiscaux si chers aux conservateurs priveront Ottawa de revenus sur une base permanente, comme ce fut le cas lors de la réduction de la TPS et de l'impôt des entreprises, dont on attend toujours les retombées positives sur l'investissement et l'emploi au Canada.

INDE: L'environnement sacrifié au profit de la croissance –

Le nouveau premier ministre Narendra Modi affiche ses priorités

Le Devoir 23 août 2014 | Julien Bouissou

Au nom de la croissance et de la relance des investissements, le premier ministre indien, Narendra Modi — au pouvoir depuis fin mai —, a décidé d'assouplir les règles de protection de l'environnement afin de faciliter la construction d'infrastructures et l'implantation de sites industriels.

La presse indienne vient ainsi de révéler que le Conseil national de la faune et de la flore a donné son feu vert, les 12 et 13 août, à près de 140 projets, tels que la construction d'un barrage hydroélectrique et celle d'un oléoduc dans le nord-est du pays. Du jamais vu en si peu de temps.

Ce déluge d'autorisations survient quelques jours après un changement de gouvernance au sein de l'organisme. Les sièges traditionnellement réservés à cinq ONG de protection de l'environnement y sont désormais occupés par les représentants d'une agence environnementale dépendante du gouvernement de l'État du Gujarat, fief du premier ministre.

On connaît la méthode

De même, dix scientifiques aux compétences variées (de la faune maritime à la flore himalayenne) ont dû laisser leur place à deux experts spécialistes de la protection du tigre et de l'éléphant. « Faute d'un regard multidisciplinaire, le Conseil national de la faune et de la flore perd sa raison d'être. Les décisions ne serviront plus que des intérêts politiques », regrette Ritwick Dutta, avocat spécialisé dans le droit de l'environnement.

M. Modi a enjoint au ministre de l'Environnement, Prakash Javadekar, comme à ses autres collègues du gouvernement, de limiter ses communications avec la presse. En juin, sur son compte Twitter, le ministre s'est contenté de rappeler que « le développement et la protection de l'environnement vont de pair ». Et de justifier : « En délivrant des autorisations, nous allons nourrir l'environnement. »

On connaît désormais la méthode : des réformes discrètes plutôt que l'introduction longue et périlleuse de textes au Parlement. Pas de nouvelle loi sur la protection des forêts, donc, mais celle qui existe va être assouplie : les exploitants de mines n'auront plus besoin, dans certaines conditions, de demander l'autorisation des populations locales pour augmenter leur production. Beaucoup de ces mesures sont précisées dans des notes techniques aussi difficiles à déchiffrer que la pierre de Rosette, et sont présentées très discrètement sur le site Web du ministère.

Le gouvernement espère aussi accélérer le rythme de délivrance des autorisations en les regroupant dans un guichet unique, alors qu'aujourd'hui elles doivent être obtenues auprès de nombreuses autorités, comme les comités de contrôle antipollution ou le Conseil national de la faune et de la flore. « C'est justement parce que chaque autorité est spécialisée qu'elle est compétente. Si on les supprime, l'environnement va en pâtir », redoute Himanshu Thakkar, du Réseau des rivières, des barrages et des populations en Asie du Sud.

L'autre stratégie mise en place consiste à confier des responsabilités accrues aux États régionaux. Ces derniers livrent plus volontiers bataille pour attirer les investissements que pour protéger l'environnement. Le gouvernement fait donc le pari qu'ils donneront facilement leur feu vert à des projets miniers ou d'infrastructure. Les États régionaux pourraient avoir le droit d'autoriser ou non l'ouverture de mines de sable dont la superficie est inférieure à 20 hectares, contre 5 hectares actuellement.

Croissance d'abord

« Les inconditionnels de la croissance l'ont emporté. Ce que le gouvernement ne comprend pas, c'est qu'en détruisant les ressources naturelles, l'économie va en pâtir un jour », constate avec amertume Himanshu Thakkar. D'autres regrettent que la protection de l'environnement devienne le bouc émissaire du ralentissement de la croissance. « Le ministre de la Défense bloque également de nombreux projets d'infrastructure au nom de la sécurité nationale », note Shibani Ghosh, avocate et chercheuse auprès du Centre for Policy Research, un think tank basé à New Delhi.

Les ONG concentraient leurs maigres espoirs dans le sauvetage du Gange, fleuve sacré, ce qui lui vaut une attention particulière de la part du nouveau gouvernement (nationaliste hindou). Or, même cette promesse tarde à se concrétiser. Aucun plan n'a encore été dévoilé et la ministre des Ressources en eau, Uma Bharti, s'est contentée de menacer d'une amende, voire d'une peine de prison, ceux surpris à cracher dans le Gange.

Un juge de la Cour suprême a violemment interpellé le gouvernement sur le sujet le 13 août : « Êtes-vous en train de sauver le Gange ? C'était pourtant dans votre programme, alors pourquoi n'agissez-vous pas ? » Les juges ont donné deux semaines au gouvernement pour leur présenter un plan d'action détaillé.

Les ONG attendent enfin de connaître les attributions précises d'une nouvelle autorité indépendante, réclamée par des juges de la Cour suprême au début de l'année. Elle permettrait d'éviter les conflits d'intérêts lorsque c'est l'État qui demande lui-même une autorisation au ministère de l'Environnement pour l'aménagement d'un corridor industriel ou d'une autoroute. La Cour suprême s'est toutefois contentée d'exiger de ce futur régulateur indépendant qu'il assure le suivi des projets approuvés et qu'il ordonne des sanctions en cas de violation des règles de protection de l'environnement. Elle attend une proposition du gouvernement d'ici la mi-septembre.